



HAL
open science

Saisir le politique en migration

Pauline Brücker, Mathilde Zederman, Marie Bassi, Hélène Le Bail

► **To cite this version:**

Pauline Brücker, Mathilde Zederman, Marie Bassi, Hélène Le Bail. Saisir le politique en migration. MagAFSP , 2023, 4, pp.14-15. hal-04247788

HAL Id: hal-04247788

<https://sciencespo.hal.science/hal-04247788v1>

Submitted on 18 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



© JANOSY GERGELY © SHUTTERSTOCK

Saisir le politique en migration

Belgrade, Serbie, 19 décembre 2017

Quel est le rapport au politique des personnes exilées et comment le saisir? De quelle manière l'expérience de la migration est-elle un facteur de politisation ou de dépolitisation, de mobilisation ou de démobilisation, et comment, dès lors, ne pas se cantonner à ces dichotomies? En quoi, du reste, ces modalités d'engagement seraient-elles spécifiques à la migration? Comment, enfin, faire face aux nombreux défis épistémologique et déontologique que pose l'étude du politique en migration?

Pour répondre à ces questions, le nouveau groupe de recherche AFSP « Migration, politisation, mobilisation » se situe au croisement des études migratoires, de celles des mobilisations et des processus de politisation. Cet ancrage théorique se double d'un engagement méthodologique indispensable pour donner à voir des formes de politisation et de mobilisation appréhendées de façon souvent fragmentée, quand elles ne sont pas marginalisées ou invisibilisées. Il s'agit, d'une part, d'aborder la politisation en prenant en compte son *temps long*, fait de discontinuités, et son caractère multi-situé, mais aussi ses manifestations les moins visibles et institutionnalisées.

Le temps long de la migration et de la politisation

Seule cette appréhension large — dans le temps, dans l'espace et dans les formes — nous semble permettre de comprendre les

effets de l'exil et de la migration sur la politisation. L'analyse de *temps long* de la migration et de la politisation est ici clé pour l'étude de ces trajectoires. D'autre part, il s'agit de mettre en relation les effets d'une expérience de vie dans des espaces sociopolitiques multiples, inhérents à la migration.

Ce faisant, deux écueils fréquents dans l'appréhension du politique en migration nous semblent devoir être évités. Premièrement, une fragmentation souvent problématique qui distingue les mobilisations au « Nord » qui seraient plus visibles qu'au « Sud », où le politique prenant des allures détournées dans des régimes souvent autoritaires donne à tort l'impression d'une dépolitisation. Deuxièmement, une appréhension de la politisation des exilé·es faisant abstraction des expériences vécues non seulement dans le pays d'origine, mais aussi dans l'ensemble des pays où les personnes ont vécu, transité, attendu, espéré.

Dynamiques de (dé)mobilisation et trajectoires d'engagement

L'approche transnationale est ici indispensable pour saisir comment s'articulent (ou non) différents types de mobilisations. Par exemple, comment des personnes exilées très engagées dans leur pays d'origine contre le régime en place ont réinvesti leur capital militant dans le pays d'installation, participant à des mobilisations contre la sécurisation, la restriction du droit à la mobilité et le racisme. *A contrario*, comment d'autres ont, en apparence, et parfois temporairement, abandonné le répertoire contestataire en arrivant dans le pays d'installation. L'approche transnationale est tout aussi féconde pour comprendre la marque laissée dans les trajectoires de politisation par l'ensemble des lieux traversés en migration. L'étude de ces dynamiques déborde en effet du cadre des frontières et recouvre des territorialités diverses qui interrogent à encore tant les effets du temps que de l'espace sur les engagements pour saisir les formes multiples de (dé)politisation et de (dé)mobilisation des acteurs et actrices en migration. Nous souhaitons ainsi promouvoir les recherches qui mettent en

regard les parcours migratoires dans les pays d'accueil avec les formes de regroupement et de mobilisation qui prennent place (ou non) dès le pays d'origine, mais aussi tout au long des itinéraires migratoires, dont l'allongement révèle d'autant plus l'importance de la dimension temporelle du rapport au politique. Il s'agit ainsi de voir comment la migration influence des trajectoires d'engagement pré-existant mais également comment la migration, en tant qu'expérience de confrontation aux régimes de frontières, participe d'une politisation en exil. Dans ce but, il nous semble important de mettre en commun et de confronter des questionnements à partir d'une grande diversité historique et géographique de cas d'étude, de penser ces expériences de (dé)politisation en contextes démocratique et autoritaire, et d'envisager la circulation et l'évolution des pratiques et des représentations politiques dans ces contextes hétérogènes. Dans cette perspective, l'approche comparative est essentielle pour offrir un regard transversal, transnational et transgénérationnel sur les processus de politisation et de mobilisation en contexte migratoire.

Le défi de recherches au long cours, multi-situées et mobiles

L'ambition longitudinale et transnationale ici revendiquée est toutefois un défi méthodologique, épistémologique et déontologique car elle exige de mener des recherches au long cours, multi-situées et mobiles, qui confrontent les chercheur·es à d'importantes contraintes méthodologiques. La conduite d'enquêtes transnationales nécessite de circuler entre différents espaces et d'y enquêter, comme elle requiert une connaissance fine des contextes sociopolitiques dans lesquels évoluent les exilé·es. Or certains terrains peuvent devenir inaccessibles ou trop dangereux, ou encore impliquer un fort coût d'entrée. D'autres contraintes se posent aussi du point de vue de l'appréhension du temps dans le déploiement concret des dispositifs d'enquêtes longitudinales. Enfin, au croisement de ces deux dimensions, se posent de manière accrue la question des enquêtes multilingues ou encore celle du recours ou non aux intermédiaires ou du travail en équipe pour mettre en commun les expertises.

Des « enquêtes sensibles »

Outre ces questionnements méthodologiques, les recherches conduisent aussi à réfléchir aux rapports de pouvoir qui les traversent, tant au moment de la conduite des enquêtes que de leur restitution. La montée des populismes et des partis d'extrême droite, la banalisation de discours racistes et anti-migratoires, les



© ALEXANDRE ROYENBERG © SHUTTERSTOCK

Paris, France, 1^{er} juin 2018

accusations récurrentes d'islamo-gauchisme ou de wokisme, de collaboration avec des nations ennemies, et plus généralement les risques d'ordre sécuritaire contraignent le travail d'enquête des politistes et posent la question de la potentielle mise en danger des enquêtés. Ces études pâtissent en outre de la sécurisation au Nord comme au Sud des politiques migratoires mais aussi de leur interdépendance de plus en plus forte — à l'instar de la dynamique d'externalisation des politiques migratoires européennes sur les continents africain et asiatique qui font de la migration un objet de plus en plus contrôlé et sensible, empêchant l'accès à de nombreux terrains par lesquels transitent des exilé·es. Parce que ces différentes dimensions participent d'une invisibilisation toujours plus grande de ces luttes sociales, il nous semble plus que jamais indispensable d'y réfléchir collectivement et de penser, ensemble, des voies assurant leur visibilité.

Se pose en filigrane la question des palliatifs à ces enjeux relatifs aux fermetures de terrains, et notamment la délégation d'un certain nombre de tâches de collectes de données à des collègues des pays du Sud. Cette dynamique interroge les effets néfastes de la division asymétrique du travail de recherche. Enfin, les chercheur·es sur le politique en migration sont souvent partagés entre une nécessité éthique et politique à transmettre leur savoir sur les violences inhérentes à l'expérience migratoire et une difficulté à pouvoir le faire. Face à ce dilemme, la question de l'utilité sociale de nos recherches et la question des formes que doivent prendre nos efforts de diffusion de ces savoirs se posent avec une acuité renouvelée dans un moment de restauration autoritaire et de crise des démocraties libérales en de nombreux points du globe.

PAULINE BRÜCKER

Chercheuse postdoctorante, CRESPPA-GTM, Université Paris 8

MATHILDE ZEDERMAN

Chercheuse postdoctorante FRS-FNRS, Université libre de Bruxelles

MARIE BASSI

Maitresse de conférences, Université Côte d'Azur-ERMES

HÉLÈNE LE BAIL

Chargée de recherche CNRS, Sciences Po-CERI



Lviv, Ukraine, 12 mars 2022

© SODEL VLADYSLAV © SHUTTERSTOCK

GROUPE DE RECHERCHE AFSP
MIGRATION, POLITISATION, MOBILISATION
www.afsp.info/activites/groupe-de-projet/groupe-recherche-2023-2024/migration-politisation-mobilisation/